

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aix en provence, le 01 juillet 2020

Unité Départementale des Bouches du Rhône
Subdivision d'Aix-en-Provence
30, rue Albert Einstein – Bâtiment G
CS 90448
13594 AIX-EN-PROVENCE

La Directrice Régionale

à

Monsieur le Directeur
GALVAMED
Z.I. du Pont

☎ D- 0198 - 2020 - Aix
☎ S3IC 64-888-P2

13750 – PLAN D'ORGON

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 30 septembre 2019 dans votre établissement de PLAN D'ORGON

Réf. : Vos courriers électroniques en réponse du 24 octobre et 19 novembre 2019.

Pièces jointes. : 1 fiche écart soldée de la visite d'inspection du 18 octobre 2018
5 fiches d'écart de la visite d'inspection du 30 septembre 2019
1 nouvelle fiche d'écart suite à la visite d'inspection du 30 septembre 2019

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 30 septembre 2019.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- Contexte économique et social ;
- Suite de la dernière inspection (écart 1 et remarques 8 et 9),
- Articles 1,2.1, 3.1.5, 3.2.2, 3.2.4, 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2.1, 4.2.4, 4.3.1, 4.3.2, 4.3.5, 4.3.7, 4.3.8, 4.3.9, 4.3.11, 4.3.12, 5.1.4, 5.1.5, 5.1.6, 7.2.3 7.5.2, 7.5.3, 7.5.4, 9.2.1 et 9.2.2, de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 ;
- Articles 10 et 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

Suite à cette visite d'inspection, cinq fiches d'écart et une liste de quatre remarques vous ont été notifiés par l'Inspecteur de l'environnement spécialité installations classées.

Par courriers visés en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Écarts relevés :

Écart n°1 : Vous ne réalisez pas de mesures de rejets atmosphériques sur le conduit n°2.

Vous nous avez transmis le rapport de contrôle des rejets sur le conduit n°2 réalisé le 05 novembre 2019 et concluant à la conformité des émissions sur les paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé.

Écart n°2 : Vous ne réalisez pas de manière annuelle les contrôles de rejets aqueux.

Vous nous avez transmis le rapport d'analyse du 19 novembre 2019.

La réponse à cet écart nous semble partiellement satisfaisante dans la mesure où ce rapport conclut à la conformité des rejets sur les paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral hormis pour le pH (8,9 pour une valeur qui devrait être entre 5,5 et 8,5).

L'écart n'est pas soldé. Je vous demande de me transmettre sous 1 mois, les investigations sur le non respect des paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral.

Écart n°3 : Vous n'êtes pas en mesure de justifier la consommation spécifique en eau de vos installations.

Vous nous avez transmis le calcul de la consommation spécifique en eau basée sur plusieurs paramètres (consommation de zinc, densité de zinc, ajout eau de rinçage, mètres carrés traités).

La réponse à cet écart ne nous semble pas satisfaisante dans la mesure où la consommation spécifique en eau doit prendre en compte d'autres paramètres en plus des eaux de rinçage (les vidanges de cuves de rinçage, les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents, les vidanges des cuves de traitement, les eaux de lavage des sols, les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques, etc).

L'écart n'est pas soldé. Je vous demande de me transmettre sous 1 mois, le calcul de la consommation spécifique en eau prenant en compte l'intégralité des paramètres.

Écart n°4 : Vous n'êtes pas en mesure de transmettre les justificatifs de conformité pour les extincteurs.

Vous nous avez transmis le certificat de conformité Q4 selon la règle APSAD R4. Ce certificat, délivré par visite de votre site, atteste de la conformité de votre établissement à l'installation initiale (certificat N4).

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé.

Écart n°5 : Les bordereaux de suivi des déchets ne sont pas dûment renseignés. De plus les bordereaux relatifs à des opérations de regroupement ne contiennent pas les éléments sur le traitement final des déchets.

Vous nous avez indiqué avoir actualisé les bordereaux de suivi de déchets en même temps que l'actualisation du registre des déchets dangereux. Vous nous transmettez des bordereaux dûment renseignés.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé.

Remarques particulières relevées :

La remarque n° 3 a fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Concernant la remarque n°1, vous indiquez qu'une demande est en cours pour l'augmentation du volume d'activité autorisé de la rubrique 3230.

Je vous demande de m'indiquer si cette demande a été effectuée et le cas-échéant de me la transmettre.

Concernant la remarque n°2, vous nous avez transmis une fiche correspondant à la conduite à tenir pour l'alerte des secours si un incendie survenait sur le site.

La procédure attendue est celle permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur (dernier alinéa de l'article 7.5.4 de votre arrêté préfectoral).

Je vous demande donc de me transmettre ces éléments .

Concernant la remarque n°4, le fichier informatique envoyé est endommagé. Je vous demande donc de me transmettre un extrait de votre registre de déchets.

Nouvel écart suite à l'inspection du 30 septembre 2019 :

Suite à l'inspection, un nouvel écart n°6 relatif à l'absence d'estimation des émissions diffuses est formalisé.

Écart n°6 : L'exploitant ne réalise pas l'estimation des émissions diffuses.

Je vous demande donc, lors de la prochaine mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques, de réaliser une estimation des émissions diffuses.


Écarts lors de la visite du 18 octobre 2018 (écart n°1 et remarques n° 8 et 9) :

L'écart n°1 a fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Les remarques n°8 et 9 ont fait l'objet de réponses satisfaisantes.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier sera publié sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation,
L'adjointe au  Chef de l'UD13